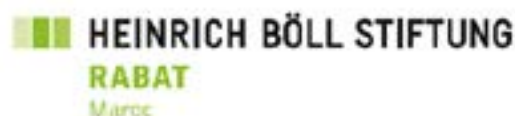


Appel à communications - Journée d'études

La participation citoyenne et politique des jeunes au Maroc : s'engager, se mobiliser et contester



Mercredi 11 novembre 2026
Centre Jacques-Berque, Rabat

Argumentaire

Une année avant les élections législatives, prévues au mois de septembre 2026, le Maroc a connu l'émergence d'un mouvement de jeunes connu sous le nom « Gen Z 212 ». Celui-ci est né dans un contexte national marqué par des critiques adressées au gouvernement concernant les secteurs de la santé et de l'éducation, ainsi que par la défiance envers les acteurs et les institutions de la représentation. Dans ce contexte, la mobilisation ainsi que la participation citoyenne et politique de la jeunesse marocaine constituent un intéressant champ d'observation et d'analyse des transformations auxquelles assistent les jeunes, dans un pays dont les réformes institutionnelles et politiques se développent depuis les mouvements de contestation communément appelés « printemps arabe ».

Plusieurs travaux ont traité la question des jeunes au Maroc ; ceux-ci ont notamment interrogé les questions de la défiance des jeunes envers les partis politiques (Chraïbi, 1994), le rapport des jeunes à l'action publique (Rachik, 2006), la participation des jeunes à l'échelon local (Snijder, 2025), les jeunes comme leadership rural (Kadiri, Errahj, 2015), la place de cette catégorie dans la vie politique nationale (Chattou, 2015) et la participation contestataire des jeunes (Bono, 2013).

Ces travaux ont traité la question des jeunes dans des contextes qui se distinguent du contexte actuel, notamment marqué par les transformations que connaît cette catégorie sociale. En effet, les jeunes mobilisés autour du mouvement « Gen Z 212 » sont nés dans un contexte marqué par la révolution numérique. Ils sont fortement influencés par les dynamiques observées au Maroc comme à l'étranger.

Une année avant les élections législatives, prévues au mois de septembre 2026, le Maroc a connu l'émergence d'un mouvement de jeunes connu sous le nom « Gen Z 212 ». Celui-ci est né dans un contexte national marqué par des critiques adressées au gouvernement concernant les secteurs de la santé et de l'éducation, ainsi que par la défiance envers les acteurs et

les institutions de la représentation. Dans ce contexte, la mobilisation ainsi que la participation citoyenne et politique de la jeunesse marocaine constituent un intéressant champ d'observation et d'analyse des transformations auxquelles assistent les jeunes, dans un pays dont les réformes institutionnelles et politiques se développent depuis les mouvements de contestation communément appelés « printemps arabe ».

Plusieurs travaux ont traité la question des jeunes au Maroc ; ceux-ci ont notamment interrogé les questions de la défiance des jeunes envers les partis politiques (Chraïbi, 1994), le rapport des jeunes à l'action publique (Rachik, 2006), la participation des jeunes à l'échelon local (Snijder, 2025), les jeunes comme leadership rural (Kadiri, Errahj, 2015), la place de cette catégorie dans la vie politique nationale (Chattou, 2015) et la participation contestataire des jeunes (Bono, 2013).

Ces travaux ont traité la question des jeunes dans des contextes qui se distinguent du contexte actuel, notamment marqué par les transformations que connaît cette catégorie sociale. En effet, les jeunes mobilisés autour du mouvement « Gen Z 212 » sont nés dans un contexte marqué par la révolution numérique. Ils sont fortement influencés par les dynamiques observées au Maroc comme à l'étranger.

Les axes proposés

Les propositions de communication peuvent s'inscrire dans l'un des quatre axes suivants, ou les traiter transversalement :

- **Axe 1 : formes d'engagement, de mobilisation et de participation des jeunes**

Cet axe a pour objectif d'interroger les modalités d'engagement, de mobilisation et de participation des jeunes. Il sera question d'analyser les motivations à adhérer ou refuser les formes traditionnelles d'implication politique, ainsi que l'impact des processus de socialisation civique et politique contemporains sur la mobilisation et la participation des jeunes marocains.

- Axe 2 : mobilisation et participation citoyenne et politique des jeunes à l'ère numérique

Cet axe vise à encourager les participant(e)s à présenter des travaux autour de la mobilisation numérique des jeunes marocains ; il vise plus précisément à étudier les liens entre plateformes numériques et processus de socialisation politique et citoyenne des jeunes. Il sera ainsi question d'étudier comment les jeunes s'investissent et à travers quels outils numériques, quels sont leurs profils et comment ils s'organisent dans l'espace virtuel.

- Axe 3 : effets de la participation citoyenne et politique des jeunes sur l'action publique

Cet axe propose d'analyser les transformations que produit la participation citoyenne et politique des jeunes sur l'action publique et sur la relation entre gouvernants et gouvernés au Maroc. Mais aussi les effets de cette participation sur les jeunes qui « participent » et leur perception des autres jeunes qui ne participent pas, qualifiés par certains jeunes de « spectateurs ».

- Axe 4 : les mécanismes de la participation citoyenne et politique des jeunes

Cet axe invite les participants à analyser les mécanismes, dispositifs et arènes de la participation citoyenne et politique des jeunes mis en place par les pouvoirs publics marocains afin d'associer cette catégorie sociale à l'élaboration des politiques publiques qui leur sont adressées, telles que les conseils locaux des jeunes, les Instances d'équité, de l'égalité des chances et de l'approche genre ainsi que le Conseil consultatif des jeunes et de l'action associative.

de participation citoyenne.

Procédure de soumission

Les doctorant(e)s et jeunes docteur(e)s intéressé(e)s par cet appel à communications sont invités à envoyer leurs propositions de communication (en français, arabe ou anglais) avant le 14 août 2026, à l'adresse suivante :

mercredi.participation@gmail.com

Les propositions devront être composées des éléments suivants : nom et prénom, statut, laboratoire ou université d'attachement ; titre et résumé de la communication (500 mots maximum). En cas de réception d'un nombre élevé de propositions, la priorité sera accordée aux chercheur(e)s encore inscrits dans une formation académique, afin de maximiser la portée pédagogique de cette journée d'études

Calendrier

- Envoi des propositions : **14 août 2026** (dernier délai)
- Sélection et communication des résultats : **14 septembre 2026**
- Tenue de la journée d'études au CJB (Rabat) : **11 novembre 2026**.

Coordination scientifique

- **Mustapha EL MNASFI**, enseignant-chercheur à l'Université Moulay Ismaïl de Meknès (Maroc) et chercheur associé au CJB & à l'IREMAM.

- **Francesco COLIN**, chercheur à l'Université de Gand (Belgique).

- **Afaf ZAABOUL**, doctorante à l'Université Moulay Ismaïl de Meknès (Maroc).

- **Yassir BENCAID**, doctorant à l'Université Moulay Ismaïl de Meknès (Maroc)

Bibliographie sélective

BENNANI CHRAIBI Mounia, (1994). *Soumis et rebelles : les jeunes au Maroc*, Ed. CNRS, Paris, 335 pages.

BIGOT Jean-Édouard, **BOUTE Édouard**, **COLLOMB Cléo**, et **MABI Clément**, (2021). « Les plateformes à l'épreuve des dynamiques de plateformes », *Questions de communication*, n° 40, p. 9-22.

BLONDIAUX Loïc, (2008). *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*, Paris, Seuil et La République des Idées.

BLONDIAUX Loïc et **FOURNIAU Jean-Michel**, (2011). « Un bilan des recherches sur la participation du public en démocratie : beaucoup de bruit pour rien ? », *Participations*, n° 1, p. 8-35.

BOULIANNE Shelley & **THEOCHARIS Yannis**, (2020). « Young people, digital media, and engagement: A meta-analysis of research », *Social Science Computer Review*, 38(2), p. 111-127.

BONO Irene, (2013). « Une lecture d'économie politique de la « participation des jeunes » au Maroc à l'heure du Printemps arabe », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 20, p. 145-166.

BOYADJIAN Julien, (2020). « Les rapports socialement différenciés des publics jeunes à la participation politique en ligne », *Pôle Sud*, 53(2), p. 117-134.

CATUSSE Myriam et **VAIREL Frédéric**, (2010). « Le Maroc de Mohammed VI : mobilisation et action publique », *Revue politique africaine*, n° 120, p. 5-104.

CHATTOU Zoubir, (2015). « Regards critiques des jeunes Marocains sur leur place dans la vie politique nationale et les mobilités vers l'Europe », *Revue Alternatives Rurales*, Hors-séries, p. 47-56.

COLIN Francesco, (2025). « Gen Z 212 Earthquake Youth Shaking Morocco's Politics », *Arab Reform Initiative*.

DABENE Olivier, **GEISSE Vincent** et **MASSARDIE Gilles** (dir.), (2008). *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXI^e siècle. Convergences Nord-Sud*, Paris, La Découverte, Coll. « Recherches ».

EL MNASFI Mustapha, (2021). « Jeunes et dispositifs participatifs au Maroc. Usages du conseil des jeunes de la ville de Ouarzazate », *Revue Sociétés Plurielles*, n° 4, S'Expatrier, Presses de l'INALCO, 28 pages.

IRAKI Aziz, **HOUDRET Annabelle** (dir.), (2021). *La participation citoyenne au Maroc. Entre expériences passées et régionalisation avancée*, Rabat, Les Publications de l'INAU/CERAU, 248 pages.

KADIRI Zakaria, **ERRAHJ Mostafa**, (2015). « Leadership rural au Maroc, entre jeunes et notables », *Revue Alternatives Rurales*, Hors-séries, p. 57-68.

LABADIE Francine, (2007). « Politiques locales de jeunesse et territorialisation de l'action publique », *Revue Agora débats/jeunesses*, n° 43, p. 30-43.

MABI Clément, (2021). « La « civic tech » et « la démocratie numérique » pour « ouvrir » la démocratie? », *Réseaux*, vol. 225, n° 1, p. 215-248.

MABI Clément et **THEVIOT Anaïs**, (2014). « Présentation du dossier. S'engager sur Internet. Mobilisations et pratiques politiques », *Politiques de communication*, vol. 3, n° 2, p. 5-24.

MONNOYER-SMITH Laurence, et **WOJCIK Stéphanie**, (2014). « La participation politique en ligne, vers un renouvellement des problématiques ? », *Participations*, vol. 8, n° 1, p. 5-29.

NEVEU Catherine, (2011). « Démocratie participative et mouvements sociaux : entre domestication et ensauvagement ? », *Participations*, n° 1, p. 186-209.

RACHIK Hassan, (2006). « Jeunesse et changement social », in *Rapport 50 ans de Développement Humain au Maroc*, p. 139-215.

SNIJDER Mark, (2015). « Le travail de jeunesse au Maroc et la participation des jeunes à l'échelon local », *EuroMed Youth IV Programme*, 22 pages.

TALPIN Julien, (2008). « Pour une approche processuelle de l'engagement participatif : les mécanismes de construction de la compétence civique au sein d'institutions de démocratie participative », *Politique et sociétés*, Vol. 27, n° 3, p.133-164.